

Brochure n° 3085

Convention collective nationale

**IDCC : 16. – TRANSPORTS ROUTIERS
ET ACTIVITÉS AUXILIAIRES
DU TRANSPORT**

ACCORD DU 27 MARS 2007
RELATIF AUX FRAIS PROFESSIONNELS
NOR : ASET0750621M
IDCC : 16

Entre :

L'union des fédérations de transport, mandatée par la fédération nationale des transports de voyageurs (FNTV).

D'une part, et

La fédération générale des transports et de l'équipement (FGTE) CFDT ;

La fédération nationale des chauffeurs routiers (FNCR) ;

La fédération générale des transports CFTC ;

Le syndicat national des activités du transport et du transit CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Observations liminaires

La suppression des déductions supplémentaires pour frais professionnels adoptée dans le cadre de la loi de finances pour 1997 et accordée aux professions mentionnées à l'annexe IV de l'article 5 du code général des impôts, ainsi qu'à diverses professions ayant bénéficié de décisions ministérielles favorables était programmée sur 4 années pour prendre fin avec la déclaration des revenus effectuée en 2002.

Selon le rapport d'information déposé en juillet 1998 par la commission des finances, de l'économie générale et du plan, la période transitoire devait être mise à profit pour favoriser la concertation entre les pouvoirs publics et les professions concernées afin de dégager une solution équitable et durable.

Dans ce contexte, l'analyse des conséquences en matière sociale de la suppression de la déduction supplémentaire de 20 % pour frais professionnels pour les personnels de conduite devait amener les partenaires sociaux à prendre position quant au maintien de la référence à l'annexe IV de l'article 5 du code général des impôts pour maintenir les règles de calcul des charges sociales en vigueur dans les entreprises.

Le ministère de la santé, de la famille et des personnes handicapées a pris acte de ces évolutions pour modifier les dispositions régissant les conditions de la déductibilité des frais professionnels pour le calcul des cotisations de sécurité sociale. Les arrêtés de 1975 ont été modifiés en décembre 2002 puis en juillet 2005.

Les partenaires sociaux ont pris en compte les évolutions législatives et réglementaires en matière fiscale de 1997 et sociale de 2002 et 2005. Un accord a été conclu en avril 2003 pour mettre en place les nouvelles obligations, et particulièrement les conditions de la consultation des salariés dans les entreprises, notamment celles dépourvues de représentation syndicale.

Les partenaires sociaux conviennent d'alerter l'ensemble des acteurs concernés (opérateurs, donneurs d'ordre...) des conséquences économiques et sociales du présent accord.

Article 1^{er}

Objet

Le présent accord a pour objet de mettre en œuvre la suppression de l'abattement supplémentaire de 20 % pour frais professionnels conformément aux engagements actés au point 2 de l'article 34 « Chantiers thématiques » de l'accord sur l'aménagement, l'organisation et la réduction du temps de travail et sur la rémunération des personnels des entreprises de transport routier de voyageurs du 18 avril 2002, modifié par l'avenant n° 1 du 28 avril 2003, lequel dispose que les partenaires sociaux « conviennent d'engager une négociation sur les conditions dans lesquelles il sera procédé, dans un délai de 4 ans, à la suppression dudit abattement, sans conséquence négative sur la rémunération des salariés ».

Article 2

Champ d'application

2.1. Personnels concernés

Sont concernés par les dispositions du présent accord les personnels relevant des professions mentionnées à l'annexe IV de l'article 5 du code général des impôts. Il s'agit des seuls personnels conducteurs d'autocars à services réguliers, scolaires ou occasionnels auxquels la déduction supplémentaire de 20 % pour frais professionnels est appliquée conformément à la législation en vigueur à la date de la signature du présent accord.

2.2. Entreprises concernées

Sont concernées les entreprises qui appliquent la déduction supplémentaire de 20 % pour frais professionnels à la date de la signature du présent accord.

Cet accord ne s'applique donc pas aux entreprises qui, à la date de signature du présent accord, ont :

- d'ores et déjà supprimé l'abattement supplémentaire de 20 % par accord d'entreprise ou d'établissement ou par avenant au contrat de travail ;
- d'ores et déjà défini les modalités de suppression dudit abattement au 1^{er} janvier 2008.

Aucun accord d'entreprise ou d'établissement signé postérieurement à la date de signature du présent accord ne pourra déroger aux stipulations dudit accord.

Article 3

Modalités du maintien du niveau de la rémunération

Il est institué pour les personnels des entreprises visés ci-dessus une garantie du niveau de rémunération sous la forme d'une indemnité différentielle dont les modalités de mise en œuvre sont les suivantes :

Est prise en compte la rémunération nette annuelle dénommée « S0 » calculée en appliquant un taux d'abattement de 20 % puis un taux forfaitaire de charges salariales de 23,2 % sur le salaire brut perçu au cours de l'année 2006 (salaire mensuel brut par 12), auquel on ajoute le 13^e mois et les frais professionnels au sens du protocole relatif aux frais de déplacement des ouvriers du 30 avril 1974, à l'exclusion des autres éléments de rémunération.

Le taux forfaitaire de charges salariales de 23,2 % correspond à un taux moyen calculé sur un salaire abattu tenant compte des cotisations de prévoyance qui, elles, sont calculées sur un salaire non abattu.

Cette rémunération nette « S0 » est révisée chaque année (à l'exception des frais professionnels qui restent fixés à la valeur 2006), de l'évolution constatée de l'indice INSEE des prix à la consommation (série hors tabac pour un ménage urbain dont le chef est ouvrier ou employé France entière numéro d'identifiant 064130538) entre septembre de l'exercice concerné et septembre 2006. En cas de disparition de l'indice INSEE visé ci-dessus, il sera remplacé par l'indice équivalent aux dires de l'INSEE.

Cette rémunération nette annuelle révisée est dénommée :

- S0 pour 2006 pour mémoire ;
- S1 pour 2007 pour mémoire ;
- S2 pour 2008 ;
- S3 pour 2009 ;
- S4 pour 2010 ;
- S5 pour 2011.

Elle est comparée à la rémunération nette de l'exercice concerné calculée en appliquant un taux forfaitaire de charges salariales de 22 % et majorée du montant des frais professionnels, au sens du protocole susvisé, de l'exercice 2006. Les frais professionnels réels perçus au cours de l'exercice concerné ne sont pas pris en compte.

Le taux forfaitaire de charges salariales de 22 % correspond à un taux moyen calculé sur un salaire non abattu.

Cette rémunération nette majorée du montant des frais professionnels de l'année 2006 est dénommée :

- N0 pour 2006 pour mémoire ;
- N1 pour 2007 pour mémoire ;
- N2 pour 2008 ;
- N3 pour 2009 ;
- N4 pour 2010 ;
- N5 pour 2011.

L'indemnité différentielle dénommée « I » est la différence entre « S » et « N » pour les années concernées :

- I0 pour 2006 pour mémoire ;
- I1 pour 2007 pour mémoire ;
- I2 pour 2008 ;
- I3 pour 2009 ;
- I4 pour 2010 ;
- I5 pour 2011.

Elle est recalculée en brut avec un taux forfaitaire de charges salariales de 22 %.

Le droit à indemnité différentielle individuelle est apprécié chaque année. Le montant dû au titre de l'indemnité différentielle est ensuite calculé de la manière suivante :

- I0 = S0-N0 pour 2006 (sans objet) ;
- I1 = S1-N1 pour 2007 (sans objet) ;
- I2 = S2-N2 pour 2008 ;
- I3 = S3-N3 pour 2009 ;
- I4 = S4-N4 pour 2010 ;
- I5 = S5-N5 pour 2011.

En cas de réduction ou d'augmentation du nombre d'heures de travail effectif liée à la transformation du contrat de travail (passage du temps partiel au temps complet ou inversement) entre l'année de référence et l'année à comparer, l'indemnité différentielle est calculée *pro rata temporis* de la nouvelle durée contractuelle.

Cette indemnité différentielle est payée en 1 seul versement avec le salaire de décembre des exercices concernés. Elle est versée, par calcul individuel, pendant une période maximale de 4 années qui prend effet le 1^{er} janvier 2008 et qui se termine le 31 décembre 2011 (2008, 2009, 2010, 2011).

Compte tenu des modalités de calcul de l'indemnité différentielle fixées ci-dessus, tout bénéficiaire peut, le cas échéant, être amené à sortir du dispositif avant l'expiration de la période de 4 années.

Tout bénéficiaire est informé chaque année de sa situation au moyen d'une fiche individuelle annexée à son bulletin de paie du mois de décembre 2008 et/ou 2009 et/ou 2010 et/ou 2011. Un modèle de fiche individuelle est annexé au présent accord.

En cas de rupture du contrat de travail d'un bénéficiaire de l'indemnité différentielle en cours d'année civile, cette indemnité, calculée sur la base du dernier indice INSEE connu, lui sera versée, *pro rata temporis*, avec son solde de tout compte.

Les modalités de versement de l'indemnité différentielle peuvent être aménagées par accord d'entreprise ou d'établissement en fonction de leurs contraintes techniques et/ou administratives pour prévoir, notamment, des versements échelonnés.

Quelles que soient les modalités retenues, celles-ci ne doivent pas avoir d'incidence sur le mode de calcul de ladite indemnité.

Article 4

Valorisation de l'indemnité différentielle

La garantie du niveau de rémunération visée à l'article 3 ci-dessus est assortie d'un dispositif de valorisation de l'indemnité différentielle pour le personnel concerné.

L'indemnité de l'exercice en cours (I) est majorée chaque année par application d'un coefficient. Ce dernier est égal à 1 % par année d'ancienneté constatée dans l'entreprise au 31 décembre 2006.

Aucune indemnité différentielle n'est due au titre des exercices 2006 et 2007.

Article 5

Date d'application de la suppression de l'abattement supplémentaire de 20 %

La suppression de l'abattement est effective à compter du 1^{er} janvier 2008. En conséquence, le 1^{er} exercice de comparaison débute au 1^{er} janvier 2008.

Article 6

Commission de suivi du présent accord

Il est institué, dans le cadre de la commission nationale d'interprétation et de conciliation, une commission nationale de suivi du présent accord, composée des parties signataires ou adhérentes à celui-ci, ayant compétence pour connaître des difficultés relatives à l'interprétation de ses dispositions.

Au moins 1 fois par an, cette commission nationale de suivi examine les conditions d'application du présent accord, tranche les éventuelles difficultés et propose des solutions pour l'ensemble des entreprises de la branche.

Article 7

Portée du présent accord

Les partenaires sociaux conviennent de donner au présent accord une valeur normative à partir de la date de sa signature.

En conséquence, l'abattement de 20 % pour frais professionnels est supprimé pour l'ensemble des entreprises de la branche à compter du 1^{er} janvier 2008.

Article 8

Dépôt et extension de l'accord

Le présent accord fera l'objet d'un dépôt à la direction générale du travail du ministère de l'emploi, de la cohésion sociale et du logement et d'une demande d'extension dans les conditions fixées par les articles L. 132-10 et L. 133-8 du code du travail.

Fait à Paris, le 27 mars 2007.

(Suivent les signatures.)

ANNEXE

Modèle type de fiche individuelle de calcul de l'indemnité différentielle

(En euros.)

NOM	DURAND	PRÉNOM	JEAN															
	Date d'embauche	Ancienneté dans l'entreprise																
				SMIC annuel														
	Calcul avec abattement										Calcul sans abattement							
Exercice	Indice des prix à la consommation	Salaires annuels bruts y compris 13 ^e mois	Frais professionnels (définition CCN section II TRV)	Salaires bruts abattus	Charges forfaitaires 23,2 %	Salaires nets perçus	Augmentation en pourcentage des rémunérations	Salaires annuels bruts y compris 13 ^e mois	Salaires nets charges forfaitaires 22 %	Frais professionnels (définition CCN section II TRV)	Salaires nets sans abattement avec frais professionnels	Indemnité différentielle nette	Indemnité différentielle brute					
2006	100,00						100,00											
2007																		
2008																		
2009																		

NOM	DURAND	PRÉNOM	JEAN														
2008	103,63	19 061	780	15 873	3 683	16 159	105,06	19 324	4 251	780	15 853	333	427				
2009	105,50	19 404	780	16 147	3 746	16 438	107,69	19 807	4 358	780	16 230	227	291				
2010	107,40	19 754	780	16 427	3 811	16 723	110,38	20 302	4 467	780	16 616	116	149				
2011	109,33	20 109	780	16 711	3 877	17 012	113,14	20 810	4 578	780	17 012	0	0				